

"La décomposition de la majorité oblige la gauche à élever le niveau"

Intervista a François Hollande di Françoise Fressoz e Sophie Landrin

Il pourrait être candidat à l'élection présidentielle de 2012. Poussé par des sondages favorables depuis la rentrée, François Hollande, député de Corrèze et ancien premier secrétaire du Parti socialiste, fait entendre sa voix. "On ne peut en rester au constat de la République abîmée, il faut nous projeter dans la France de 2012", affirme-t-il. Alors que les socialistes n'ont que le mot "unité" à la bouche, le député de Corrèze met en garde contre les faux consensus, appelle son parti à hiérarchiser rapidement ses priorités et à négocier un accord de gouvernement avec ses partenaires avant le premier tour de la présidentielle. "Nous devons montrer de la crédibilité et de l'autorité dans l'affirmation d'un changement possible", prévient-il.

Le paysage politique est marqué par une crise de la droite. L'analysez-vous comme une crise conjoncturelle ou structurelle ?

Il y a un épuisement de la présidence Sarkozy. Après trois ans d'annonces fortes, de réformes plus ou moins bâclées, de déplacements incessants, je constate que les résultats ne sont pas au rendez-vous, que le pays a perdu confiance, et que la méthode elle-même est chaotique, voire incohérente. S'ajoute à ce désordre une crise de système comme si l'Etat n'était plus maîtrisé, comme si l'hypercentralisation et la personnalisation du pouvoir ne parvenaient plus à prendre en compte la complexité des problèmes rencontrés, d'où une perpétuelle fuite en avant avec l'ouverture de conflits sur la scène intérieure mais aussi européenne ! C'est bien plus qu'une crise de la droite, c'est une crise institutionnelle.

Les institutions ne sont pas menacées !

L'omniprésidence qui caractérisait Nicolas Sarkozy au début de son quinquennat est devenue une "ovniprésidence", extraconstitutionnelle, extralégale, extravagante. La succession des événements récents montre que le régime est devenu celui de l'irresponsabilité : une circulaire qui stigmatise les Roms et dont nul ne se souvient de l'avoir vue ; une intervention du contre-espionnage à l'encontre d'un conseiller de la garde des sceaux pour chercher les sources d'un journaliste sans qu'il soit possible de savoir qui l'a diligenté et quel en est le fondement légal ; une Assemblée nationale dont le président ne respecte pas son propre règlement ; une réforme des retraites qui ne laisse jamais place à la négociation, quelle que soit l'ampleur des manifestations. Et je n'évoque pas la situation ubuesque du ministre du travail qui ne sait plus s'il doit parler du dossier dont il a la charge ou des suspicions dont il est chargé dans le cadre d'une enquête judiciaire !

Ce climat est-il favorable à la gauche ou nourrit-il le populisme ?

L'affaiblissement de l'Etat, les blessures infligées à la République, l'abaissement du Parlement, les affaires ne sont jamais bons pour la démocratie. Si la gauche escomptait retrouver le pouvoir grâce à ce climat, ce serait dans les pires conditions. La décomposition de la majorité nous oblige à élever le niveau et à préparer plus vite que nous ne l'avions prévu l'alternative. Il ne faut plus seulement dénoncer, ajouter ad nauseam des arguments à l'antisarkozysme, il faut ouvrir un autre chemin, offrir un espoir au pays, bref, lui redonner de la fierté.

Vous croyez que c'est la fin du sarkozysme ?

Non, la droite saura faire prévaloir ses intérêts. Nicolas Sarkozy en est le chef sans doute contesté mais incontournable. Je sais sur quel thème il fera campagne : il prétendra qu'il peut "protéger" les Français des étrangers, des voyous, de la gauche, de l'Europe et même de la mondialisation. Il essaiera de jouer sur l'expérience que sa présidence du G20 est supposée imager et tentera de faire passer son impopularité pour une preuve de courage. C'est pourquoi nous devons montrer de la crédibilité et de l'autorité dans l'affirmation d'un changement possible.

Le PS n'est pas crédible ?

Je dis que l'on ne peut pas en rester au constat de la déliquescence, de la République abîmée, de la dérive des institutions, il faut nous projeter dans la France de 2012, reprendre le récit de la République depuis deux siècles. Elle a su surmonter des épreuves bien plus grandes que celles d'aujourd'hui. Elle doit relever le défi de la mondialisation et du capitalisme financier qui ne vont pas disparaître par enchantement au prétexte que la droite aura été battue. Il y aura des efforts considérables à faire. Nous n'y parviendrons qu'en rassemblant la France sur l'avenir de sa jeunesse.

Pourquoi la République revient-elle en force dans le discours de la gauche ?

La République, c'est à la fois le progrès et l'égalité. Un progrès, pas seulement économique, social, mais humain, écologique et qui affirme la nécessité d'une production de richesses, de biens, de services. Aujourd'hui, la possibilité même du progrès est en cause. Il faut la réhabiliter. L'autre vecteur, c'est l'égalité, là se situe la confrontation idéologique et intellectuelle avec la droite. L'égalité, c'est finalement ce qui a manqué à la présidence Sarkozy, dans tous ces choix - fiscalité, éducation, retraites. Il faut donc revenir au récit de la République pour retrouver le rêve français, celui qui donne à chaque génération la perspective de vivre mieux que la précédente.

Ce discours n'est-il pas celui de la gauche qui promet tout ?

J'ai depuis plusieurs mois livré ma vérité : nous sommes dans un nouveau monde dont nous ne sommes plus le cœur. L'Europe n'est pas celle que nous avons imaginée au lendemain de la guerre. Les marchés sortent renforcés de la crise. Or notre pays est vulnérable et affiche les déficits les plus élevés parmi les pays développés, avec une dette publique qui, au terme de la présidence Sarkozy, sera voisine de 90 % du produit intérieur brut.

Donc il faudra faire des choix, hiérarchiser nos dépenses et nos recettes. Au printemps 2011, ce n'est plus la synthèse des synthèses que le PS devra proposer mais l'ordre des priorités, la cohérence d'ensemble de son projet. Nous ne pourrons pas répondre "plus de fonctionnaires" à toute demande sociale.

out ne se règle pas par moyens humains, sauf dans l'éducation qu'il faut sanctuariser. Nous ne serons pas là, non plus, pour accorder des allocations universelles en plus, mais pour être sélectifs. Et agir sur les causes mêmes des inégalités, et notamment dans les quartiers les plus difficiles.

Quand vous voyez Henri Emmanuelli et Benoît Hamon participer à un rassemblement au côté d'Olivier Besancenot, comment réagissez-vous ?

Je vois ce qui peut les unir dans une commune protestation, mais pour moi le seul rassemblement qui compte, c'est celui de la gauche qui veut gouverner.

Est-il crédible de promettre de rétablir l'âge de la retraite à 60 ans, si le gouvernement parvient à faire voter sa réforme ?

Tant qu'il y aura des salariés qui ont commencé à travailler avant l'âge de 20 ans, il faudra leur permettre de partir à 60 ans. Mais il faut par ailleurs afficher comme principe que la durée de cotisation est fonction de l'espérance de vie. Je salue la responsabilité des syndicats qui, dans les manifestations, n'appellent pas au refus de toute réforme mais défendent une approche juste et pérenne. L'emploi des seniors est la question centrale. C'est pourquoi je propose un contrat de génération : l'employeur qui garde un senior jusqu'à son départ en retraite à taux plein et qui en fait

le passeur d'expérience au bénéfice d'un junior ne paiera pas de cotisations sociales sur les deux emplois.

C'est cher ?

7 milliards d'euros. Mais ce sera financé dans le cadre du redéploiement du système des exonérations de cotisations sociales (30 milliards d'euros).

Une partie de la gauche n'accepte pas l'augmentation de la durée de cotisation. Comment gouverner avec elle ?

Les accords électoraux aux sénatoriales et aux législatives sont inséparables de la conclusion d'un contrat de gouvernement. Cette question ne peut pas être renvoyée après le premier tour de la présidentielle. Il faut en débattre sitôt l'adoption du projet socialiste fin mars 2011. Je respecte la diversité de la gauche et des écologistes, et si nous sommes différents, c'est que demeurent des divergences. Mais la crédibilité exige de marquer clairement nos convergences. C'est la condition indispensable, à mes yeux, pour que des socialistes puissent réserver des circonscriptions en faveur de nos partenaires aux prochaines élections législatives. Et se présenter devant les Français avec une cohérence d'ensemble : un(e) candidat(e), un projet et une coalition parlementaire pour le traduire.

Si la gauche gagne en 2012, quel doit être son premier chantier ?

Le défi est double : élever le niveau d'emploi, par la formation et l'investissement productif, pérenniser notre protection sociale, dans un contexte de pénurie financière. Donc la première mesure, c'est la réforme fiscale. Il ne s'agit pas de revenir à je ne sais quel égalitarisme ou de faire de l'impôt une punition, mais de poser l'acte préalable à toutes les autres réformes. C'est la réforme fiscale qui permettra de rendre l'effort partagé et de favoriser le travail. Et Il faudra agir vite. L'état de grâce existe. Nicolas Sarkozy a gaspillé les premiers mois de son mandat par une succession de cadeaux fiscaux. C'est là qu'il a préparé ses déconvenues actuelles.